

Thème 3 : Français et Françaises dans une République repensée

Problématique : comment une République renouvelée fait-elle face aux transformations de la société française depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1980 ?

Sous-thème 2 : La Ve République, de la république gaullienne à l'alternance et à la cohabitation

Associé à :

EMC : l'application des principes de la démocratie dans la République française

La Ve République est ainsi étudiée dans son acceptation historique et dans les principes qui la régissent encore actuellement.

Thématique qui pourrait regrouper les thèmes suivants : « **les principes d'un État démocratique** » (le jugement), « **la loi et la démocratie représentative** » (le droit et la règle).

Problématique du sous-thème : quelle république est mise en place en 1958 et quel est son fonctionnement ? Comment cette République se maintient-elle et quels défis doit-elle relever ?

Une frise chronologique est complétée au fur et à mesure du thème (et servira également pour le sous-thème 3 : *femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980*)

I) L'établissement d'une nouvelle République en 1958

A) Un contexte de crise

Dans quel contexte difficile naît la Ve République ? Qui est appelé au pouvoir et pourquoi ?

Étude de docs (textes sur trois aspects différents : instabilité gouvernementale, crise algérienne, l'homme providentiel) + carte mentale bilan à compléter.

B) La constitution de 1958

Que prévoit le projet de constitution au niveau du pouvoir présidentiel ? Comment ce projet est-il proposé aux Français ? Quelles sont les institutions de la Ve République ?

- Étude du référendum de 1958 sur la nouvelle constitution (documents + questions en autonomie)
- Schéma de la Ve République complété avec le professeur

II) Des évolutions et une adaptation nécessaire de la Ve République (1981-1988)

A) La première alternance

Qu'est-ce que l'alternance ? En quoi la première alternance constitue-t-elle un changement majeur ?

Étude de documents (article de *Libération* sur la passation de pouvoir entre Giscard et Mitterrand,

une de *Paris Match* sur les deux opposants aux élections présidentielles).

B) La première cohabitation

Qu'est-ce que la cohabitation ? Pourquoi la cohabitation peut-elle être perçue comme un obstacle au bon fonctionnement de la République ?

Étude de documents (article de *La Croix* sur la réaction de Mitterrand face à la victoire de la droite, schéma sur les résultats des législatives de 1986).

Événements à reporter sur la frise :

- 1958 : référendum et adoption de la nouvelle constitution
- 1962 : élection du président de la République au SUD
- 1958-1969 : présidence de de Gaulle
- 1981 : la première alternance
- 1981-1995 : Mitterrand président
- 1986 : la première cohabitation

+ présidences de Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing

Ouverture sur la période actuelle : une République toujours discutée...Voire contestée.

Au début des années 2000, un parti « non républicain » obtient des résultats inédits et se qualifie pour le second tour des présidentielles de 2002...



Résultats du premier tour des élections présidentielles de 2002



Les différentes unes de la presse nationale au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 (*le Parisien*, *Libération*, *France Soir*, *L'Humanité*, *20 minutes*, *Les Échos*, *Le Figaro*, *La Croix*) <http://popkotidien.unblog.fr/2013/04/21/21-avril-200221-avril-2013/>



Une du journal *Libération* (5 mai 2002, soit le lendemain du second tour)

Dans les années 2010, une dynamique se crée autour du Front de gauche et réclame la mise en place d'une nouvelle République, la VIe...



Lors d'une manifestation pour la VIe République, à Paris, le 6 mai 2013. REUTERS/Charles Platiau.

POLITIQUE ENTRETIEN

Jean-Luc Mélenchon

« La VI^e, c'est d'abord une loi de séparation de la République et de l'argent »

Le candidat de la France insoumise, soutenu par le PCF, le PG et Ensemble!, fait de la journée du 18 mars pour une VI^e République un moment clé de sa campagne. Elle doit selon lui rassembler « ceux qui ont compris que la racine du mal, c'est la conjonction entre la monarchie présidentielle et la toute-puissance de la finance ». Il revient sur les questions d'union, et se dit ouvert à la proposition du PCF d'un pacte majoritaire à gauche dans le cadre « d'un accord national ».

PHOTOS: MAGALI BRAGARD



HD. Quel regard portez-vous sur la situation politique marquée par l'affaire Fillon et des certitudes qui volent en éclats les unes après les autres ?

J.-L. M. Cette situation est un symptôme sévère de décomposition politique. La cause est connue. L'argent, qui dévore le pays, dévore aussi les personnes. Le mal frappe le cœur de l'élection centrale dans la V^e République. On investit quelqu'un qui est doté de pouvoirs considérables. Le feuilleton Fillon tue tout autre sujet... Il est aujourd'hui impossible de lancer le moindre débat. C'est un moment particulièrement déstabilisant pour la démocratie. Un exemple: M. Macron annonce la fin du système des retraites à la française et le passage au régime par point... zéro seconde de débat. Et, au milieu de cela, surgisse l'opération Macron - qui est l'homme de l'oligarchie dans un pays où 99 % des médias sont contrôlés par 9 milliardaires, dont 5 qui ont fait le choix de le soutenir. Cette situation nous amène aux portes d'un moment politique particulier que j'appelle le « dégaisme », une force aveugle de rejet de tout et de tous. Notre rôle est de lui ouvrir une zone positive. Ce n'est pas d'attendre que tout s'effondre dans le chaos. C'est pourquoi je mène une campagne d'adhésion à un programme. Ce n'est pas une campagne où l'on fait peur, où l'on pousse les gens à se décider en fonction de paris sans contenu. - Qui est-ce qui a le plus de chances de... - Ce type de calcul a été ridiculisé par la multiplication des hypothèses qui n'ont pas tenu deux mois. Et personne ne sait quelle sera la situation dans un mois. Cette campagne d'adhésion à un projet est ponctuelle d'événements comme le 18 mars sur la VI^e République qui est une façon de traduire d'une manière concrète cette issue positive.

HD. Le 18 mars a donc changé de signification au regard de cette situation que vous décrivez ?

J.-L. M. Oui. Au départ, il s'agissait de souligner l'importance du changement des institutions nous devons faire attention au fait que la campagne est construite sur un modèle particulier, dont l'objectif peut se résumer en une formule: « Fédérer le peuple ». Il faut donc que tout le monde puisse se sentir à l'aise quelle que soit son appartenance. D'où mon souci de faire en sorte que nos partis ne donnent pas le sentiment de s'approprier la marche. Nous ne faisons pas une manifestation traditionnelle! Nous exprimons ensemble quelque chose de

pour la suite de la vie politique de notre pays. Notre projet politique, notre stratégie révolutionnaire partent de l'idée que le peuple se réapproprie les institutions politiques en les redéfinissant. C'est la stratégie de la révolution citoyenne. Mais la vitesse à laquelle le système donne des signes d'effondrement fait que le 18 mars prend une signification plus large. Et nous devons en tenir compte dans la manière de conduire cette journée afin que s'y sentent à l'aise l'ensemble de ceux qui ont compris que la racine du mal, c'est la conjonction entre la monarchie présidentielle et la toute-puissance de la finance. Le passage à la VI^e République, c'est « une loi de séparation de la République et de l'argent ».

HD. C'est pour cela que vous souhaitez qu'il n'y ait pas de drapeaux d'organisations? De qui entraîne une polémique sur les réseaux sociaux.

J.-L. M. Mais puis-je donner une consigne sans que l'on en sorte un mot pour provoquer toutes sortes de polémiques absurdes. J'ai dit et répété à tous les partis qui soutiennent ma candidature que nous devons faire attention au fait que la campagne est construite sur un modèle particulier, dont l'objectif peut se résumer en une formule: « Fédérer le peuple ». Il faut donc que tout le monde puisse se sentir à l'aise quelle que soit son appartenance. D'où mon souci de faire en sorte que nos partis ne donnent pas le sentiment de s'approprier la marche. Nous ne faisons pas une manifestation traditionnelle! Nous exprimons ensemble quelque chose de

4 - HD - 9 au 22 mars 2017

Entretien pour le journal *l'Humanité*, 9 mars 2017, Diego Chauvet, Cédric Clérin